

Premier degré :

- pour faire face à l'accueil de 16 000 élèves supplémentaires, 500 postes sont créés. Comme dans le même temps on supprime 3000 PE2 (chacun apporte 0,25 ETP devant classe), au bilan c'est à une disparition nette de 250 ETP qu'on assiste. C'est d'autant plus inquiétant que, malgré les promesses de création, chaque budget depuis 2006 enregistre des retraits d'emplois (près de 2000 suppressions l'an dernier pour 500 créations annoncées).
- 3000 maîtres E et G « seront réaffectés et sédentarisés dans des écoles en difficulté ». C'est la remise en cause des RASED en tant que tels qui est actée. On peut craindre la réapparition de structures fermées type classes de perfectionnement...
- On annonce la création de 500 postes administratifs pour répondre au dépôt du projet de loi formulé par 3 députés UMP de créer obligatoirement des EPEP dans les écoles de 15 classes et plus. En clair, l'avis du parlement ne sert pas à grand-chose et le projet est réputé adopté !

Second degré :

- Le MEN explique la baisse de 2300 postes par la baisse de 22 000 élèves prévue pour la rentrée 2009. Au passage, il contrevient au prétendu principe de parité qu'il applique à chaque création d'emploi et le privé ne perd que 300 postes (13%). Le public en perdant 2000. A cela il faudra ajouter l'effet des suppressions des postes de PLC 2 : 1000 postes soit 500 ETP d'enseignement pour le public. Les effectifs sont en hausse en collège, le ministre avait promis de ne pas baisser les moyens des lycées... au final, 2500 ETP sont retirés dans le public.
- Le remplacement est sacrifié. Au prétexte d'un taux d'occupation de 85% des TZR... Le MEN supprime 3000 ETP soit 15% de l'effectif ! L'agence de remplacement qui doit se créer « pour optimiser » les moyens va recourir à l'emploi massif de non titulaires. C'est un recul considérable et l'abandon de l'idée que les missions de remplacement doivent être remplies par des titulaires formés.
- 600 emplois sont créés dans les lycées difficiles dans le cadre du plan banlieue : 500 pour le public et ... 100 pour le privé dont on sait bien qu'il n'a pas 20% de lycées dans ce cas !

Concours :

Les dispositions anticipent les évolutions du recrutement. En effet les recrutés 2009 seront à temps plein sur le terrain à la rentrée 2010 en même temps que les recrutés 2010 master 2. Donc, deux recrutements successifs pour la même année d'exercice.

- la disparition de 3000 postes de stagiaires PE2 correspond à une disparition d'au moins un quart des places aux CRPE. Elle est dramatique du fait du recours massif à la liste complémentaire en 2007-2008. 1500 stagiaires de plus, ancien liste complémentaire sont à l'IUFM pour 9 mois sur l'année 2009...
- 1000 places (12,5%) de PLC2 disparaissent.
- Au total 4000 possibilités d'emplois publics sont supprimés alors qu'on n'en fait disparaître que 450 dans le privé...

Mesures diverses :

- 500 personnels administratifs (120 en administration centrale et 380 dans les IA et rectorats) sont supprimés.
- 1500 MAD : 500 premier degré et 1000 second degré « seront réaffectés devant les élèves »
- 130 Millions d'Euros sont dégagés pour l'accompagnement éducatifs
- Aucune transformation d'emploi en HS n'est prévue

Le budget amplifie les effets néfastes des budgets précédents. Dans la logique triennale voulue par le gouvernement, il fixe le cap jusqu'en 2010 et planifie 40 000 suppressions sur ces trois années. Ajoutées au 20 000 de 207 et 2008, c'est à un plan social sans précédent qu'on assiste : 60 000 disparitions d'emplois en 5 ans !